

autre, stipulant les mêmes conditions, quant aux prix des obligations, mais remplaçant le dépôt convenu par un autre en argent, qui devait être confisqué au profit du gouvernement, si M. Nelson ne versait pas le prix des obligations dans les dix jours suivant la livraison des titres à la *Chemical Bank*.

Ces renseignements corroborent en tous points la déclaration que j'ai faite l'autonne dernier à la salle Cavallo. A cette date, le contrat existait tel que je l'ai affirmé, et s'il n'a pas été exécuté, c'est parce que le dépôt convenu n'a pas été fait ; et ce dépôt n'a pas été fait parce que le marché était trop favorable à la province, et que M. Nelson n'était pas en état de l'exécuter. Nous avions bien pris toutes les précautions voulues pour faire une transaction sérieuse et sûre ; nous avions exigé un dépôt considérable, bien trop considérable même, dans le premier cas, et si l'affaire n'a pas réussi, il n'en a pas dépendu de nous, mais de circonstances qu'il est bon de mettre à la connaissance du public.

L'exécution de ce marché si favorable à la province a été empêchée par trois faits principaux :

1. La mort presque subite de MM. Ross et Cossitt, deux des membres les plus riches du syndicat représenté par M. Nelson, mort qui désorganisa ce syndicat et le mit dans l'impossibilité de faire honneur à ses engagements ;

2. L'ordre subit et imprévu donné par le gouvernement des États-Unis aux compagnies d'assurance, de substituer des bons fédéraux aux valeurs alors déposées comme garantie des assurés, ce qui causa une hausse inattendue dans la cote de ces titres et fit primer tous les effets du gouvernement américain.

3. L'intervention regrettable et malicieuse de certaines institutions et de certains personnages politiques, ennemis du gouvernement, qui firent tout en leur pouvoir pour susciter des difficultés et empêcher le succès de nos démarches.

Il n'y a pas d'efforts que les bleus n'aient pas tentés pour faire manquer nos négociations à New-York ; calomnier la province, représenter sous un faux jour la nature des négociations, nous traiter de gens malhonnêtes et incapables, affirmer que l'emprunt était inutile et serait répudié par le peuple, etc., voilà quelques-uns des moyens délicats et patriotiques que nos adversaires employèrent dans cette occasion.

Chaque fois que nous allions à New-York, les journaux bleus annonçaient un nouvel échec, se moquaient de nous, nous tournaient en ridicule et insultaient ceux avec lesquels nous étions en négociations. Nos adversaires ont même été jusqu'à nous faire suivre à New-York, épier nos démarches et en publier des détails fantaisistes, de manière à alarmer l'opinion publique ici et à indisposer contre nous les capitalistes américains.

C'est alors que pour dépister les ennemis de la province et rendre vaines leurs manœuvres déloyales, nous avons laissé signaler une reprise de négociations à New-York ; et pendant qu'un certain personnage, bien connu dans notre monde politique, s'y morfondait patriotiquement pour faire avorter nos prétendues tentatives et faisait crier dans les journaux bleus que nous étions en train de nous faire écorcher par un juif de Wall